

Contre toutes les discriminations, ÉGALITÉ DES DROITS !

HOMO-HETERO : DROITS EGAUX !

Aujourd'hui encore, les personnes LGBTI n'ont pas accès aux mêmes droits que les hétérosexuels : droit au mariage, à l'adoption, à l'accès à la nationalité pour rapprochement familial, etc. Parce que l'inégalité des droits légitime l'oppression des LGBTI, qu'elle est une forme de discrimination légale des sexualités non-hétérosexuelle, nous considérons qu'il est urgent d'établir l'égalité des droits entre toutes et tous, quelques soit son orientation sexuelle et son genre. L'égalité des droits ne réglera pas définitivement la question de l'oppression des LGBTI, mais il impossible de lutter contre l'homophobie sans supprimer toutes les formes de discriminations institutionnalisées. Le droit au mariage et à l'adoption ne doivent pas rester une promesse électorale tenue par F. HOLLANDE, et il nécessaire de nous mobiliser pour exiger sans plus attendre le respect de ses engagements !

ÉGALITÉ DES DROITS ET PROTECTION DES IMMIGRÉS

Aujourd'hui la marche des fiertés est interdite ou réprimée dans certains États. Dans d'autres pays, l'homosexualité est interdite, punie de prison ou de la peine de mort. Les droits des LGBTI doivent être défendus partout dans le monde, il est nécessaire de développer la solidarité et les luttes internationales afin de mener campagne pour la dériminalisation universelle de l'homosexualité et du transgénérisme. Nous devons lutter contre les politiques racistes d'immigration et d'asile dont le durcissement privent les LGBTI d'un repli vital en cas de répression. Nous revendiquons une vraie protection des personnes étrangères en situation de craintes de persécutions dans leur pays d'origine du fait de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre et nous demandons le droit pour les couples binationaux au séjour, au visa et à la nationalité.

LA LUTTE CONTRE LES LGBTI-PHOBIES ET LES DISCRIMINATIONS DANS LE MONDE DU TRAVAIL

Selon le Rapport 2011 de l'association «SOS homophobie», il y a en France au moins 4 victimes par jour d'actes homophobes ou transphobes. Le monde du travail est le principal lieu de ces manifestations qui aggrave la crise. L'homophobie est souvent le fait de la hiérarchie : discrimination à l'avancement, chantage, harcèlement, sanctions et licenciement... Nous revendiquons un soutien (financier, juridique,...) aux actions contre les discriminations au travail envers les personnes LGBTI, en lien avec les syndicats et les associations spécialisées des secteurs professionnels et le rétablissement d'une autorité en charge de toutes les discriminations (HALDE).

Premiers signataires :



LES QUESTIONS LGBTI AU SEIN DE L'ÉDUCATION ET DE LA JEUNESSE

Les politiques menées par les gouvernements successifs ont précarisé les jeunes et tendent à les rendre plus dépendants de leurs familles. Avec un taux de chômage de plus de 20%, des emplois précaires qui interdisent souvent aux jeunes d'accéder à un logement, des salaires toujours revus à la baisse, comment sortir d'un cadre familial où il est souvent difficile de vivre sa sexualité librement ? On estime que plus d'un sur quatre jeunes homo et/ou trans tente de se suicider. Nous revendiquons, dans le cadre de l'école, le développement de l'éducation à la sexualité et des cours sur le genre, ainsi que la déconstruction des schémas patriarcaux et hétéro-normés. Il est aussi nécessaire de donner aux jeunes la possibilité d'une autonomie financière, et de développer les centres d'accueils pour les situations les plus critiques.

LGBTI ET FÉMINISME : CONVERGENCE CONTRE L'HÉTÉROSEXISME

Mouvements LGBTI et féministes partagent les mêmes luttes pour la liberté sexuelle dégagée de la reproduction, contre le patriarcat et ses normes de domination d'un genre sur un autre, au travail comme dans toutes les relations sociales.

DROIT A LA SANTE !

Près de 30 ans de luttes contre le SIDA ont permis la promotion des outils de prévention, dont le préservatif. Nous condamnons les propos irresponsables du Pape sur l'usage des préservatifs. Pour combattre l'épidémie de SIDA, il faut une politique de Santé publique centrée sur la prévention, qui prenne en compte nos identités. Il faut aussi que les traitements soient accessibles à toutes et tous. Des financements pour la recherche sur le SIDA et la possibilité de traitements préventifs doivent être débloqués de manière bien plus importante. Nous revendiquons un meilleur accès aux soins et aux médicaments et nous nous opposons aux dernières réformes hospitalières qui, dans une optique de gestion financière des soins, réduisent le nombre de soignants, ferment des hôpitaux, privatisent la santé, et font payer de plus en plus les patients.

**MARCHE DES FIERTÉS
SAMEDI 16 JUIN
14H CAPITOLE
Rue Rémusat**